

Brochure n° 3031

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 897. – SERVICES DE SANTÉ AU TRAVAIL**  
**INTERENTREPRISES**

---

AVENANT DU 26 FÉVRIER 2014  
RELATIF À L'INDEMNISATION DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE REPAS  
AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014  
NOR : ASET1450540M  
IDCC : 897

---

Entre :

Le CISME,

D'une part, et

La FNSS CFDT ;

La FFSAS CFE-CGC ;

La FEC FO ;

La FSS CFTC ;

La FSAS CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Indemnisation des frais de déplacement*

Les montants des indemnités kilométriques prévues à l'article 2.1 de l'accord du 2 octobre 2007 relatif à l'indemnisation des frais de déplacement et des frais de repas sont modifiés comme suit au 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

- véhicule automobile ou motocyclette de 5 CV fiscaux et moins : 0,40 €/km ;
- véhicule automobile ou motocyclette de 6 ou 7 CV fiscaux et plus : 0,425 €/km ;
- cyclomoteur (cylindrée inférieure à 50 cm<sup>3</sup>) : 0,25 €/km ;
- vélomoteur (cylindrée de 50 cm<sup>3</sup> à moins de 125 cm<sup>3</sup>) : 0,31 €/km.

**Article 2**

*Indemnisation des frais de repas*

Le montant de l'indemnité de repas prévue à l'article 2.2 de l'accord du 2 octobre 2007 relatif à l'indemnisation des frais de déplacement et des frais de repas est fixé à 15,20 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

### **Article 3**

#### *Caractère impératif du présent avenant*

Il est rappelé que le présent avenant à l'accord du 2 octobre 2007 relatif à l'indemnisation des frais de déplacement et des frais de repas, lequel est indissociable de la convention collective nationale dont il constitue lui-même un avenant, a un caractère impératif et que, par conséquent, il ne peut y être dérogé dans un sens défavorable aux salariés par accord d'entreprise conclu dans le cadre du dernier alinéa de l'article L. 2253-3 du code du travail.

### **Article 4**

#### *Dépôt*

Le présent avenant à l'accord du 2 octobre 2007 relatif à l'indemnisation des frais de déplacement et des frais de repas, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 26 février 2014.

(Suivent les signatures.)